

RELIGION

QUAND LA PEUR EMPÊCHE DE DÉNONCER L'ISLAMISME

Qu'est-ce qui empêche les Européens de culture musulmane de descendre massivement dans les rues pour condamner l'islamisme et le salafisme ? Poser la question, c'est s'exposer à une volée de bois vert des bavards sociologues et différentialistes. L'interrogation est pourtant légitime après l'échec de deux appels à manifester, l'un à Cologne, l'autre à Paris. En Allemagne, Lamya Kaddor et Tarek Mohamad, fondateurs

d'une Association libérale islamique, espéraient mobiliser 10 000 personnes au rassemblement intitulé « Pas des nôtres ». Leur objectif : dissocier l'islam et les citoyens de confession musulmane du fanatisme. Mais on n'a vu que 2 000 manifestants répondre à l'appel. La peur est là et nous l'avons constaté le 24 juin à Paris, sur l'esplanade du Trocadéro. L'Association pour la mixité, l'égalité et la laïcité (Amel) avait convoqué un « rassemblement déjeûner ramadanais » pour protester contre les innombrables pressions subies, dans les quartiers où le salafisme s'est imposé, par les femmes et les hommes assignés à leur identité de « musul-



L'AMEL (Association pour la mixité, l'égalité et la laïcité), à Paris, le 24 juin.

mans » alors qu'ils ne jeûnaient pas. Soad Baba Aïssa, militante féministe, est l'âme d'Amel. Un sandwich d'une main, une pancarte de l'autre, Soad et Betty Lachgar (Marocaine, cofondatrice du Mouvement alternatif pour les libertés individuelles) se retrouvaient seules sur l'esplanade. « Même en France, dans certains quartiers, il devient dangereux de manger un sandwich, de se maquiller, de se parfumer, de fumer pour les réfractaires, comme si le ramadan était sorti de sa sphère religieuse et devenu un comportement social obligatoire pour toute personne considérée comme musulmane », résumaient ces manifestantes. A quand le sursaut ? ■ MARTINE GOZLAN

PMA

Le président face à sa promesse

Ils ne sont pas nombreux, les ministres à être venus commenter l'avis rendu mardi 27 juin par le Comité consultatif national d'éthique (CCNE)... Un avis rendu après trois années de réflexion et sans grande surprise, qui recommande d'autoriser les couples de femmes et les femmes seules à recourir à l'insémination artificielle avec donneur (la PMA ou procréation médicalement assistée). Possibilité qui leur est interdite aujourd'hui. Compétente en la matière, Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, s'est fendu d'un « pas de commentaire pour l'instant », laissant Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat à l'Égalité mais aussi chargée de la lutte contre la haine anti-LGBT, se « réjouir » de cet avis. Il appartient désormais à Emmanuel Macron de décider une traduction législative à ce qui n'est qu'une préconisation. Rappelons que durant la campagne présidentielle il avait promis un élargissement de la PMA... Il ne lui reste plus qu'à tenir son engagement. ■

EN DEUX MOTS

Pinault ne peut plus voir Arnault en peinture

On savait que Bernard Arnault, le patron de LVMH, captait l'argent des plus riches, toujours plus nombreux à s'arracher les sacs et autres accessoires de luxe. Moins qu'il captait aussi le « fric » de ceux qui « crèvent la dalle ». L'uppercut vient d'un autre milliardaire : François Pinault, au micro de France Culture. Même s'il n'a pas prononcé le nom de son éternel rival, l'accusation est limpide et porte sur la Fondation d'entreprise Louis-Vuitton, en

plein bois de Boulogne. Lors de la présentation de son propre projet de musée parisien, il a clairement indiqué que lui, contrairement à Bernard Arnault, n'actionnerait pas la niche fiscale mécénat permettant de faire prendre en charge par l'Etat 60 % des dépenses : « Qu'est-ce que je vais répondre aux gens dans la panade quand ils viendront me dire : "L'Etat vous file du fric pour votre petite lubie, votre petite marotte d'art contemporain, quand, nous,

on crève la dalle." » Que lui, François Pinault, et sa famille se faisaient un devoir de payer ce projet de 100 millions d'euros sur leur propre cassette, quand 650 des 800 millions d'euros qu'a coûté la Fondation d'entreprise Louis-Vuitton ont été financés par des deniers publics, comme Marianne l'a révélé en mai dernier. Cela fait longtemps que François Pinault et Bernard Arnault se livrent cette petite guerre privée. Paris est leur nouveau terrain d'affrontement et François



Pinault vient de marquer un point. En renonçant à actionner la niche fiscale, il en coûtera quelques dizaines de millions d'euros à la famille Pinault. Le prix de cet étrange happening pour se payer la tête de son rival... ■ EMMANUEL LÉVY